

Unité interdépartementale des deux Savoie
430, rue Belle Eau
ZI des Landiers Nord
73011 CHAMBERY

CHAMBERY, le 14/12/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/09/2022

Contexte et constats

Publié sur



SOCIETE DES GYPSES DE MAURIENNE

Les Rossières
73300 ST JEAN DE MAURIENNE

Références : 20220913-RAP_InspSOGYMA_StJeandeMne_Géorisques.odt
Code AIOT : 0006101640

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/09/2022 dans l'établissement SOCIETE DES GYPSES DE MAURIENNE implanté Les Rossières 73300 ST JEAN DE MAURIENNE. L'inspection a été annoncée le 31/08/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCIETE DES GYPSES DE MAURIENNE
- Les Rossières 73300 ST JEAN DE MAURIENNE
- Code AIOT : 0006101640
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La Société Gypse de Maurienne (SOGYMA), dont les actionnaires sont PLACOPLATRE (77%), Ciment Vicat (20%) et la famille Bouttaz (3%) exploite depuis 1982 cette carrière de gypse située sur les communes de Saint Jean de Maurienne et Saint Pancrace.

L'exploitation du site a initialement été autorisée au titre de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement par l'arrêté préfectoral de renouvellement et d'extension du 30 mars 2012. Cette carrière de gypse et d'anhydrite a été autorisée sur les communes de Saint Jean de Maurienne et Saint Pancrace, au lieu-dit « Les Rossières », pour une durée de 30 ans et une production annuelle maximale de 550 000 tonnes et moyenne de 450 000 tonnes. La surface globale de la carrière s'élève à 40,8 ha.

À la suite de 2 éboulements successifs (12/11/2013 et 7/01/2014), un arrêté préfectoral complémentaire du 04 décembre 2014 a été notifié prescrivant, notamment, à l'exploitant, une modification de la méthode d'exploitation, du phasage et des conditions de remise en état. Pour rappel, les matériaux extraits alimentent pour les trois quart l'usine de plaques de plâtre

« Placoplatre » de Chambéry et pour le reste des cimenteries de la région Auvergne-Rhône-Alpes. De façon schématique, le gisement d'anhydrite est situé en dessous la cote 916 et celui du gypse au-dessus.

Cette carrière présente par conséquent un caractère stratégique pour l'usine de Chambéry. Par ailleurs, pour éviter l'amplification du trafic routier entre la carrière et l'usine de Chambéry, le gypse extrait est transporté par voie ferroviaire depuis la plate-forme ferroviaire de Saint-Jean-de-Maurienne à raison d'un train par jour d'une capacité d'environ 1000 tonnes de gypse. L'arrêté préfectoral complémentaire du 16/12/2020 a permis de prescrire de nouvelles dispositions réglementaires en matière de réception et d'intégration à la production de la carrière de matériaux gypsifères externes au site.

L'accueil de ces matériaux a engagé l'exploitant dans la création d'une plateforme dédiée offrant également la possibilité d'intégrer des terres, matériaux inertes et terres sulfatées non inertes non dangereuses externes au réaménagement du site.

L'arrêté a par ailleurs permis la mise à jour des conditions d'exploitation du site par l'usage de moyens mécaniques en substitution partielle à l'utilisation d'explosifs. Enfin, divers aménagements ont également été prescrits en matière d'exploitation et de sécurisation d'un secteur interdit d'accès, d'horaires de circulation des camions, de modification de la procédure météorologique d'exploitation, de surveillance de la stabilité des fronts de la carrière et de gestion des eaux pluviales.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Respect du plan de phasage
- Conditions d'admission des déchets
- Plan de surveillance de l'environnement
- Préservation des ressources en eau

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent

- aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Modification des conditions d'exploitation	AP Complémentaire du 16/12/2020, article 3	/	Sans objet
2	Modification des conditions d'exploitation	AP Complémentaire du 16/12/2020, article 5	/	Sans objet
3	Modification des conditions d'exploitation	AP Complémentaire du 16/12/2020, article 9	/	Sans objet
4	Prévention des pollutions et des nuisances	Arrêté Préfectoral du 30/03/2012, article 11.2	/	Sans objet
5	Prévention des pollutions et des nuisances	Arrêté Préfectoral du 30/03/2012, article 12	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a montré que l'exploitant a bien intégré les prescriptions de son arrêté préfectoral d'autorisation complémentaire de décembre 2020 en ce qui concerne les modifications des conditions d'exploitation et la gestion des déchets inertes acceptés sur le site dans le cadre des opérations de remise en état prescrites.

A cet effet, il a mis en oeuvre les mesures organisationnelles et matérielles visant à la réalisation de procédures d'acceptation préalables des déchets et leur traçabilité. Des actions d'améliorations sont en cours.

Enfin, cette visite d'inspection a montré que l'exploitant a pris en compte les prescriptions fixées par l'arrêté préfectoral n° 2022-0456 du 02/06/2022 fixant, pour la Savoie, le cadre des mesures de gestion et de préservation de la ressource en eau en période d'été.

A cet effet, des mesures concrètes visant à la réduction des consommations d'eau industrielle des activités du site ont été prises par l'exploitant.

Les mesures volontaires de réduction ponctuelle de prélèvement d'eau dans le milieu naturel, de même que les dispositions organisationnelles et matérielles pérennes mises en oeuvre par l'exploitant sont proportionnées et adaptées aux enjeux de préservation de la ressource en eau.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Modification des conditions d'exploitation

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/12/2020, article 3
Thème(s) : Autre, Phasage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les dispositions de l'article 3.5 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 4 décembre 2014 sont complétées par les dispositions du présent article. « En parallèle du phasage d'exploitation décrit pour la carrière, les modifications ci-dessous sont mises en œuvre concernant la zone étudiée dans la note technique citée en visa, pour les profils P0 à P3.
Constats : La visite d'inspection a permis de faire un point d'état sur le phasage modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 16/12/2020. Dans la continuité des échanges qui ont eu lieu lors de l'inspection, l'exploitant a fait parvenir au service d'inspection des installations classées, le 25/11, une actualisation du phasage d'exploitation pour les profils P0 à P3 : Selon l'exploitant, les opérations de l'étape n°5 référencées à l'article 3 de l'APC du 16/12/2020 sont maintenant terminées. L'exploitation a atteint la cote 900 m. Par ailleurs et avant de pouvoir enlever les matériaux suivants, l'exploitant précise qu'une piste d'accès doit être réalisée. En parallèle, le plan incliné provisoire doit être finalisé afin d'enlever les derniers matériaux dessus. L'exploitant nous indique que les étapes n°6 et 7 seront donc réalisées en 2023.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

<p>N° 2 : Modification des conditions d'exploitation Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/12/2020, article 5</p>
<p>Thème(s) : Autre, Admission des terres et matériaux externes</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet</p>
<p>Prescription contrôlée : Les dispositions de l'article 8.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 30 mars 2012 sont supprimées et remplacées par les dispositions ci-dessous : « Les opérations de remblaiement de la carrière sont réalisées avec : <ul style="list-style-type: none"> • des terres de découvertes et des matériaux stériles issus des installations de traitement du site, • des terres et matériaux extérieurs à la carrière contenant naturellement du gypse ou de l'anhydrite, • des déchets inertes externes à l'exploitation de la carrière. Les apports de matériaux inertes, extérieurs au site, sont autorisés dans le cadre des opérations de remise en état sur la carrière, dès lors qu'ils respectent les conditions d'admission et de suivi définies par l'arrêté du 12 décembre 2014, y compris le cas échéant son article 6, ou qu'il s'agisse de terres végétales non polluées. »</p> <p>Les dispositions de l'article 8.3, paragraphe 4, de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 30 mars 2012 sont supprimées et ainsi remplacées : « Le remblayage de la carrière ne doit pas nuire à la qualité du sol, compte tenu du contexte géochimique local, ainsi que du bon écoulement des eaux ».</p> <p>Les dispositions de l'article 17 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 30 mars 2012 sont ainsi complétées : « L'exploitant s'organise pour optimiser le trafic afin qu'une partie des camions montant à la carrière et chargés avec des matériaux extérieurs, en redescende avec des matériaux à destination de la station de chargement embranchée (rail) du bassin de St Jean de Maurienne. À cette fin, il renseigne un registre lui permettant de justifier le taux de fonctionnement en double fret qu'il parvient à atteindre dans le cadre de ces accueils de matériaux externes. Il tient cette information à disposition de l'inspection des installations classées. ».</p> <p>Les dispositions de l'article 18 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 30 mars 2012 sont ainsi complétées : « 18.4 – L'aménagement permettant de sécuriser les accès depuis la voirie de la RD 926 à la plateforme de tri/ transit de matériaux inertes et non-inertes, non dangereux, du site fait l'objet d'un accord avant travaux, puis d'une réception avant mise en service, par les services techniques compétents. Une copie de l'attestation de cette réception est transmise par l'exploitant à l'inspection des installations classées dans un délai de 3 mois après sa délivrance ».</p>
<p>Constats : Dans le cadre de l'action régionale relative à la mise en œuvre des prescriptions particulières relatives aux conditions d'admission des déchets sur une carrière, le service d'inspection des installations classées a vérifié le respect des dispositions réglementaires applicables à la carrière SOGYMA. Les constats réalisés lors de la visite du 13/09/22 n'ont pas mis en évidence d'écart vis-à-vis des bonnes pratiques attendues en termes de gestion des déchets inertes sur la carrière. Par ailleurs, le service d'inspection des installations classées note la qualité et la rigueur liées au remplissage du registre de suivi des déchets inertes. L'exploitant nous a précisé lors de la revue documentaire par sondages que la procédure d'acceptation préalable était en cours d'actualisation et de finalisation. La quantité de déchets sulfatés non valorisables mis en remblai dans le cadre de la remise en état est de 1740 tonnes sur l'année 2021.</p>
<p>Observations : Par ailleurs, il est précisé/rappelé à l'exploitant que, dans le cadre de l'application de la directive cadre déchets révisée en 2018 et de la loi relative à la lutte contre le gaspillage et l'économie circulaire du 10/02/2020, la traçabilité des déchets se renforce et est étendue aux terres excavées et sédiments ayant ou non le statut de déchet. Cette traçabilité change aussi de format pour évoluer vers un support électronique. Dans le détail, le décret n° 2021-321 du 25/03/2021</p>

<p>relatif à la traçabilité des déchets, des terres excavées et des sédiments prévoit la mise en place d'un registre national des terres excavées et des sédiments (RNTDS), afin d'enregistrer, par l'intermédiaire d'un téléservice, les données relatives à la traçabilité des terres excavées et sédiments transmises par les personnes produisant ou traitant des terres excavées et sédiments, y compris les personnes effectuant une opération de valorisation de terres excavées et sédiments et les personnes exploitant une installation de transit ou de regroupement de terres excavées et sédiments.</p> <p>Les informations transmises au registre national des déchets et au registre des terres excavées et sédiments sont les informations constituant les registres chronologiques, définies par l'arrêté du 31/05/2021.</p> <p>Pour autant, afin que l'ensemble des acteurs concernés par les obligations de traçabilité électronique issues du décret susvisé puissent appréhender progressivement les nouveaux outils mis à disposition, la période de tolérance initialement mise en place du 1er janvier au 30 juin 2022, est prolongée de 6 mois et s'achèvera au 31 décembre 2022.</p> <p>Pour les personnes devant effectuer une déclaration au RNTDS, la tenue des registres chronologiques et leur conservation est obligatoire tant qu'ils n'ont pas été transmis au registre électronique national précité.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Modification des conditions d'exploitation

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/12/2020, article 9
Thème(s) : Risques chroniques, Modification sur le bassin et le réseau de collecte des eaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le paragraphe 2 de l'article 4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 4 décembre 2014 est supprimé.</p> <p>Les dispositions de l'article 4, paragraphe 3 et ses alinéas 1 et 2, de l'arrêté préfectoral complémentaire du 4 décembre 2014 sont supprimées et remplacées par les dispositions ci-dessous :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Un bassin recueillera les eaux de ruissellement de la carrière et disposera des caractéristiques minimales suivantes : <ul style="list-style-type: none"> ◦ Il est relié, en amont, à la plateforme d'exploitation localisée en contrebas du plan incliné qui devra donc avoir une légère pente vers le Nord. ◦ Les débits et pressions des eaux de ruissellement entrant dans le bassin sont contrôlés par l'installation d'un brise-jet ou de tout autre dispositifs technique d'une efficacité équivalente, de sorte à garantir dans le temps la tenue structurelle de l'ouvrage (y compris à l'issue de la phase d'exploitation, après la remise en état du site).
<p>Constats :</p> <p>La visite d'inspection a permis de mettre en évidence la bonne mise en œuvre des dispositions réglementaires mises à jour dans l'arrêté préfectoral complémentaire du 16/12/2020 en ce qui concerne la modification du bassin de récupération des eaux de ruissellement de la carrière ainsi que l'amélioration des dispositifs de maîtrise des débits et des pressions</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Prévention des pollutions et des nuisances

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/03/2012, article 11.2
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvements des eaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le prélèvement d'eau dans le milieu naturel est autorisé au niveau de la résurgence naturelle située au sud-ouest de la carrière, au pied d'un affleurement gypseux de 10 m de haut. Les eaux captées à ce niveau sont acheminées gravitairement vers un bassin de stockage d'un volume de 2000 m ³ servant essentiellement à l'arrosage des pistes de la carrière. Ce bassin est également équipé d'un système de surverse lui permettant d'évacuer le trop plein d'eau vers le bassin de décantation de la carrière. L'alimentation en eau des bureaux et de l'atelier est assurée par le réseau d'eau potable de la ville de Saint-Jean de Maurienne.
Constats : Dans le contexte de fin d'épisode de sécheresse dans lequel s'inscrit la visite du 13/09/22 et dans le cadre de la mise en œuvre de l'arrêté préfectoral n°2022-0456 fixant le cadre des mesures de gestion et de préservation de la ressource en eau en période d'étiage pour les cours d'eau et les nappes souterraines dans le département de la Savoie, un point de situation a été fait sur les prélèvements et les consommations en eau de la carrière SOGYMA. Les consommations en eau de ville et en eau du bassin sont comptabilisés annuellement. Le bilan des consommations des 5 dernières années montre une tendance nettement à la baisse. Les relevés déjà réalisés sur 2022 confirment cette tendance et montrent un rythme de consommation inférieure aux années précédentes. Ces résultats sont le fruit d'un certain nombre d'actions engagées par l'exploitant en matière de gestion de ses prélèvements en eau. On peut notamment citer : <ul style="list-style-type: none">- changement de prestataire pour l'arrosage des pistes et l'abattage des poussières (Duverney TP → TPLP) ;- principe de favoriser les campagnes d'extraction par minage sur les périodes printemps/automne, à l'exclusion des périodes estivales ;- interdiction du lavage des engins en période estivale.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/03/2012, article 12
Thème(s) : Risques chroniques, Pollution de l'air
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un réseau approprié de mesures de retombées des poussières dans l'environnement doit être mis en place en périphérie de la carrière.</p> <p>Les appareils de mesure (plaquettes) sont au nombre de 6 et installés aux emplacements définis dans le dossier de demande.</p> <p>Ces mesures sont effectuées à la fréquence suivante:</p> <ul style="list-style-type: none"> - une fois au cours des trois mois d'été, - une fois au cours du reste de l'année. <p>Les résultats de mesures sont consignés sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite du service d'inspection, l'exploitant a présenté les résultats des dernières campagnes de mesures de retombées de poussières dans l'environnement. Les conclusions du dernier rapport en date du 14/02/2022, formulées par la société ITGA ayant réalisé les mesures, sont les suivantes :</p> <p>« Les contrôles des retombées de poussières dans l'environnement du site GYPSE DE MAURIENNE à St-Jean de Maurienne (73) ont été réalisés au cours de 12 campagnes de 2018 à 2021 sur 5 stations de mesurage.</p> <p>Les conditions météorologiques pendant les campagnes de mesure ont été :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Plus sèches qu'habituellement pour la campagne de septembre 2021 - Plus humides qu'habituellement pour la campagne de janvier 2022 <p>Les vents dominants sont orientés du :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Nord-Est vers le Sud-Ouest durant la campagne de Septembre 2021. - Sud-Ouest vers le Nord-Est durant la campagne de Janvier 2022. <p>Les concentrations en poussières moyennes sur les 12 campagnes varient de 78.5 mg/m²/jour (Chalet Truchet) à 268.8 mg/m²/jour (Chemin côte eau colonne), et la concentration maximale atteinte lors d'une campagne est de 415 mg/m²/jour (Chemin côte eau colonne en Juin 2018).</p> <p>Les teneurs en poussières, en moyenne annuelle glissante, sont toutes inférieures à la valeur de référence de 500 mg/m²/jour pour l'ensemble des stations contrôlées.</p> <p>Les 2 campagnes réalisées pour 2021 (Septembre 2021 et janvier 2022) révèlent des résultats du même ordre de grandeur que lors des précédentes campagnes pour les mesures de septembre et plus faibles sur la campagne de janvier 2022. De même que lors des années précédentes, le dosage du sulfate de calcium dihydraté met en évidence le fait que plus de 50% des poussières réceptionnées dans le collecteur ne sont pas du gypse. »</p> <p>A la lecture de ces résultats et de leurs conformités vis-à-vis des seuils réglementaires fixés par l'arrêté ministériel du 22/09/1994, le service d'inspection n'a pas d'observation particulière à formuler.</p> <p>À noter que le rapport associé aux campagnes de mesures des périodes de juin/juillet 2022 n'avait pas encore été transmis à l'exploitant. Pour rappel, le bilan annuel devra être mis à la disposition du service d'inspection des installations classées une fois réceptionné par l'exploitant.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet